**Assemblée de section du 29 Janvier 2021**

**Rapport introductif d’Olivier MUNOZ RODEA**

Cher-e-s camarades,

 Avant toute chose, je souhaite une bonne année à celles et ceux que je n’ai pas vu depuis le début d’année. Espérons que 2021 soit une année meilleure que 2020 sur tous les plans possibles.

Cette AG va principalement être consacrée aux élections Régionales, sur ses 3 aspects principaux :

* programme,
* stratégie,
* candidats

Néanmoins, depuis notre dernière AG, plusieurs événements importants ont eu lieu. Je vais les aborder, assez rapidement, avant d’entrer dans notre sujet principal des Régionales :

Tout d’abord, impossible de ne pas évoquer les mesures prises depuis notre AG de Décembre pour répondre à la situation sanitaire et plus largement la gestion qui est faite par le gouvernement. Si l’on ne peut pas nier la dimension nouvelle pour notre pays de ce type de crise, les réponses qui y sont apportées par le gouvernement relèvent parfois d’une forme d’amateurisme : c’est notamment le cas du couvre-feu à 18h qui a pour conséquence principale de concentrer tous les achats dans les supermarchés et commerces entre les horaires de fin de travail et l’heure fatidique de 18h.

Il serait étonnant que ces queues interminables n’aident pas à la propagation du virus. Le gouvernement songe d’ailleurs déjà à prendre d’autres mesures, preuve de l’inefficacité de celle-ci.

 Je passe sur les moyens pour l’hôpital que nous reclamons depuis plusieurs décennies et la volonté d’impacter l’économie le moins possible, quitte à faire prendre de nombreux risques à certains salariés. Nous l’avons déjà évoqué lors des AG précédentes.

 La vaccination massive devrait permettre un retour à une vie « normale » mais nous devons insister sur la campagne européenne que nous avons lancé avec 10 autres partis de la gauche européenne demandant la gratuité du vaccin pour tous.

 C’est une question de justice et un enjeu fondamental pour la santé publique. A titre d’exemple, depuis que le vaccin contre la polio est entré sur le marché international libre de brevet, la maladie a été éradiquée dans de nombreuses régions du monde. Nous ne pouvons pas permettre que l’industrie pharmaceutique fasse du profit sur cette pandémie.

 Cette pétition internationale est nécessaire car il y un danger très réel que, par le système des brevets, le vaccin devienne la propriété privée de quelques multinationales pharmaceutiques. Le vaccin contre le coronavirus est en train d’être développé aujourd’hui avec des milliards d’euros d’argent public, du contribuable. Nous ne pouvons pas permettre aux entreprises pharmaceutiques, qui ont refusé jusque-là d’investir dans ce vaccin, de maintenant se l’approprier et de décider du prix et de l’offre.

 Pour faire connaitre cette campagne, nous pourrions organiser, comme l’a fait la section du 10e arrondissement de Paris, une initiative en soirée, en visioconférence et ouverte à tous, avec un camarade du Parti qui travaille dans ce domaine, pour répondre à un triple objectif :

 -expliquer le fonctionnement du vaccin, les résultats des premières études et répondre aux principales interrogations qui peuvent légitiment exister y compris parmi les camarades,

 -rappeler la nécessité d’un contrôle démocratique sur la production de médicaments et donc le besoin d’un pôle public du médicament pour ne plus dépendre de laboratoires privés,

 -faire connaitre notre campagne européenne et inciter à la signer et la faire connaitre autour de nous.

 Autre sujet de ces dernières semaines, l’invasion du Capitole américain par les partisans suprémacistes et complotistes de Trump. Cet événement semble avoir impacté fortement la société américaine et une partie des élites européennes. Elle est pourtant une conséquence relativement logique du climat instauré depuis quelques années par Trump aux USA et par l’extrême droite dans le reste du monde, y compris en Europe. Au-delà du caractère symbolique de cette action, elle nous rappelle, s’il y en avait besoin, que l’extrême droite est toujours présente en embuscade, active et capable de s’organiser efficacement, avec pour objectif le coup d’état.

 Je ne peux pas non plus ne pas mentionner les attaques de la semaine dernière de Valérie Pécresse contre le temps de travail des machinistes RATP, ou le rapport de la Cours des Comptes qui attaque les conditions de travail à la RATP.

 Dans les 2 cas, ces attaques sont faites au prétexte d’aider l’entreprise à « se préparer à la concurrence ». Voilà qui nous donne largement raison : la mise en concurrence est bien une vaste opération de dumping social visant uniquement à raboter les conditions de travail pour dégager des bénéfices sur le dos des personnels.

 Pécresse et consorts nous disent qu’il faut « faire des économies car le transport coûte trop cher » quand nous nous disons que le transport n’est pas assez financé. Plusieurs pistes de financement sont possibles comme Augmentation du Versement Mobilité (ex-Versement Transport) payé par les entreprises, la taxation des parkings des surfaces commerciales et des grandes entreprises ou encore la baisse de la TVA sur les transports.

 Nous devons partager et faire connaitre largement cette analyse autour de nous.

 Un communiqué de réaction qui reprend et développe ces arguments est en cours de rédaction et devait sortir sous peu.

 C’est également le sens des vidéos sur la concurrence que notre section avait décidé d’éditer en Octobre. Elles ont pris beaucoup de retard mais devraient désormais être disponibles très prochainement. Le prochain bulletin en fera état et les liens vers ces vidéos seront envoyés dès qu’elles seront en ligne pour pouvoir les partager et les faire connaitre autours de nous.

 Voilà pour les principaux sujets du moment, je ne les développerais pas plus et j’en viens à la question des Régionales.

 Alors qu’elles sont souvent ignorées par les électeurs, il s’agit d’élections très importantes, notamment pour nous à la RATP puisque c’est la Région qui gère la politique de transport par le biais d’IdFM. Nous sommes régulièrement en rapport avec Pierre Garzon et Jacques Baudrier qui y siègent actuellement et avec qui nous échangeons de nombreuses informations.

 Cet apport a été jusque-là capital, tant pour notre section que pour le positionnement de nos élus et de notre Parti nationalement sur certains dossiers du transport, notamment concernant l’ouverture à la concurrence justement.

 Si nous n’avions pas de groupe (et a fortiori si nous n’avions pas d’élus !) pour les 6 ans à venir, nous serions privés d’un grand nombre d’informations pour la période la plus critique de l’ouverture à la concurrence.

 A l’inverse, si une majorité de gauche est élue, nous pourrions revenir ou bloquer de nombreuses décisions prises par la majorité de Valérie Pécresse et empêcher la réalisation effective de la mise en concurrence.

 Il s’agit donc d’une élection capitale pour nous, l’avenir de notre entreprise et les combats syndicaux que nous soutenons.

 Les élections sont pour l’instant prévues en Juin mais la situation sanitaire pourrait pousser le gouvernement à les reculer plus tard, y compris après les présidentielles de 2022, ce qui arrangerait largement LREM.

 Pour information, le CG d’Ile-de-France est composé de 209 conseillers. Il faut 5 élus pour faire un groupe politique et les élus sans groupe n’ont pas de temps de parole.

Notre groupe actuel est un groupe Front de Gauche (PCF, PG, R&S) composé de 11 membres dont 8 PCF.

 Concernant l’élection en elle-même, il faut dépasser les 10% pour atteindre le 2nd tour et être entre 5% et 10% pour pouvoir fusionner avec d’autres forces entre les 2 tours.

La liste arrivant en tête du 2nd tour remporte ¼ des sièges, les autres sièges sont répartis proportionnellement entre les listes ayant obtenu plus de 5%.

 Cette élection est totalement imprévisible puisque la droite comme la gauche partent très divisées : à gauche LFI, le PS et EELV ont annoncé leurs candidatures, à droite le RN, LREM et LR comptent également présenter des candidats.

 Si les voix se répartissent largement, il pourrait y avoir une triangulaire voire une quadrangulaire au second tour. Si les forces de gauche parviennent à se rassembler au second tour et que les 3 droites parviennent à se maintenir, il n’est pas impossible que la gauche reprenne la région.

 Pour être tout à fait complet je vais vous donner les résultats des sondages qui ont eu lieu récemment, même s’ils sont rarement fiables et qu’il reste du temps avant l’élection, ils peuvent donner une idée du rapport de force :

-Pour le premier tour :

A droite, Pécresse est entre 29 et 33%, le RN entre 11 et 16%, LREM entre 13 et 16% et à gauche le PS avec Audrey Pulvar est donné aux alentours de 10-14%, EELV avec Julien Bayou entre 11 et 19% et LFI avec Clémentine Autain entre 7 et 9%.

Quand il a été testé (2 fois sur 8 sondages), le PCF est donné entre 2 et 3%.

Pour le second tour, si la gauche parvient à s’unir, elle obtiendrait autour de 30%, Pécresse 37% et RN et LREM dans les 15% chacun.

Voilà les grandes lignes du panorama dans lequel nous avons à mener notre action. J’en viens à nous donc.

Comme pour chaque élection, nous avons 3 aspects principaux à définir : le programme, la stratégie et les candidats.

 Une Conférence Régionale a eu lieu le 16 Janvier pour parler stratégie et programme, les candidats dépendant bien entendu de la stratégie mise en œuvre.

 Du côté des idées, 10 priorités ont été anoncées, elles englobe de nombreux domaines, dont les transports (notre idée de Régie Régionale a été reprise), la santé, l’enseignement, le logement, la culture, le sport, etc... reprenant et développant le travail de nos élus sortants et les principales propositions du Parti.

 Notre présidente de groupe sortante, Céline Malaisé a d’ailleurs été proposée à l’unanimité des votants cheffe de file du Parti pour ces élections. Nous sommes appelés à confirmer ou infirmer cette désignation lors du vote.

 Ces 2 points, programme et cheffe de file, font plutôt concensus et les discussions de cette conférence ont presque exclusivement traité de la stratégie puisque 3 options très différentes s’offrent à nous : une alliance avec la FI, une alliance avec le PS ou une candidature autonome du Parti. Les délégués sont arrivés au bulletin de vote affiché à l’écran et se sont prononcés à 73,5% pour une candidature avec LFI, à 9,5% avec le PS et 8,5% une candidature de rassemblement autour d’un(e) communiste, avec une abstention de 8,5%.

En l’état actuel des discussions avec ces 2 partenaires potentiels, aucun accord programatique n’a été obtenu.

De son côté, le PS nous assure :

- un groupe politique autonome en toute circonstance de résultats,

- la 3ème place sur la section départementale de Paris pour Céline Malaisé,

- 1 candidat communiste dans les 4 premiers de liste dans tous les départements de petite couronne : 75, 92, 93, 94, (dont 1 tête de liste),

- 1 candidat communiste dans les 6 premiers de liste de tous les départements de grande couronne : 78, 91, 95, 77 (dont 1 tête de liste),

- 20 élus a minima en cas de victoire de notre rassemblement avec des vices-présidences majeures dans l’exécutif régional.

LFI nous assure les têtes de liste du 78, 91 et 94 et des 2nde ou 3ème place dans les autres départements.

Bien évidemment chacun d’entre nous votera en fonction des critères qui lui semble les plus justes : liens ou détestation de telle ou telle force, volonté d’union, affirmation de nos idées et de notre programme, etc…

Il faut reconnaitre que le choix est cette fois plus complèxe qu’il n’a pu l’être par le passé.

A titre personnel, les 2 critères qui motiveront mon choix sont d’une part donner une visibilité à nos idées et d’autre part le fait d’avoir un nombre d’élus suffisant pour former un groupe à la Région et avoir au moins un élu à IdFM.

Pour ce qui concerne la visibilité de nos idées durant la campagne, la meilleure option serait une candidature autonome du Parti puisque ni le PS, ni LFI ne partagent notre vision ni nos objectifs pour l’Ile-de-France. Cette position serait d’autre part dans la continuité de notre dernier Congrès.

Elle présente néanmoins le risque que si nous ne passons pas la barre des 5% (que nous n’étions pas loin d’atteindre lors des élections Européennes) ou que nous n’arrivions pas à fusionner avec d’autres listes de gauche dans l’entre-deux tours, nous soyons rayés du paysage régionale pendant 6 ans.

La seule option qui nous assure un nombre d’élus suffisant, quel que soit les résultats et donc une visibilité de nos idées pour les 6 ans à venir serait d’aller avec le PS dès le premier tour. Mais notre spécificité et nos idées seraient évidemment peu visibles durant la campagne et un rapprochement avec le PS pourrait être très mal perçu par une partie de notre électorat.

L’option LFI quand à elle est à quitte ou double puisqu’elle peut nous donner un groupe, comme elle peut ne nous assurer aucun élu et laisse une partie de notre image entre les mains de la FI, ce qui peut nous rappeler plusieurs mauvais souvenirs. Certains cadres de LFI veulent d’ailleurs voir le possible ralliement du Parti derrière Clémentine Autain comme la promesse d’un alignement futur derrière JLM en 2022.

 Il n’y a pas de solution parfaite, chacune de nos opinions sur la stratégie à suivre dépend bien entendu de notre point de vue et de ce que nous vivons, voyons et entendons tout autour de nous.

 Je pense vous avoir livré tous les éléments dont j’ai connaissance, je vais donc laisser la place à la discussion pour que chacun puisse donner son ressenti et son analyse de la situation afin que nous ayons la vision la plus complète.

Dernier point, technique cette fois, pour celles et ceux qui n’ont pas encore communiqué leur vote, je vous invite à l’envoyer par mail avant demain midi sur le mail de la section (pcf.ratp@gmail.com).

 A vous la parole !